

LA LETTRE DES ACADÉMIES

27
2012

Belgique P.P. 5000 Namur 1 | N° d'agrément P501352 | Autorisation de fermeture BC10708 | Périodique - Troisième trimestre 2012

ÉDITORIAL SECONDE SALVE

Le débat engagé dans la livraison précédente de *La lettre des Académies* semble être tombé à point nommé. Il a suscité tant de réaction qu'il s'est imposé de lui consacrer un second tour d'horizon, qui d'ailleurs élargit le thème, tout en le précisant.

Deux textes reprennent la problématique dans son ensemble. L'un émane de l'institution dont la décision de supprimer l'épreuve de culture générale dans sa procédure d'entrée déclencha la polémique : preuve que cette mesure n'a pas été prise à la légère. L'autre adopte une attitude positive par rapport à la démarche, elle se meut à contre-courant dominant en quelque sorte.

Les trois articles qui suivent abordent la problématique sous des angles spécifiques, qu'il s'agisse de l'économie ou de la médecine. Ils soulignent qu'il y a nécessité à ne pas se laisser enfermer trop uniformément dans une discipline, mais que la prise en compte d'un point de vue plus général, pour autant qu'il soit adopté de façon pertinente, peut être d'une réelle utilité.

La culture générale

Que peut être aujourd'hui une éducation « libérale » ?

Françoise Mélonio, professeur de littérature française et doyenne du Collège universitaire de Sciences Po.

En 1949, Julien Gracq dénonçait la littérature à l'estomac : « La France, écrivait-il, qui s'est si longtemps méfiée du billet de banque, est en littérature le pays d'élection des valeurs fiduciaires. Le Français (...) croit les yeux fermés, *sur parole*, à ses grands écrivains. Il les a peu lus. Mais on lui a dit qu'ils étaient tels, on le lui a enseigné à l'école : il a décidé une fois pour toutes d'aller satisfaire ailleurs ses *malignes curiosités*. »

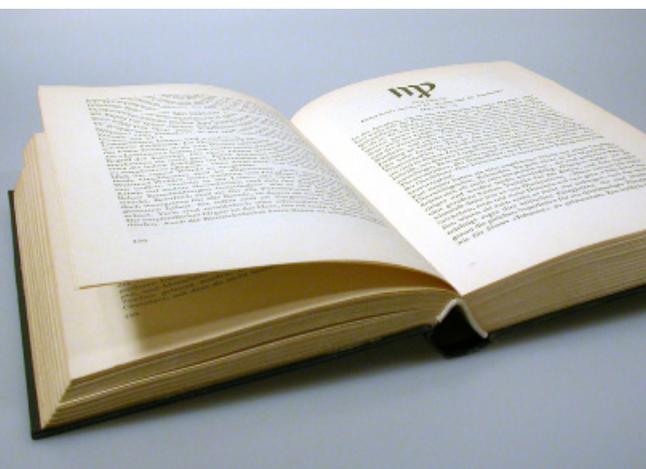
Il en est de la « culture générale » comme de la littérature : on s'émeut d'autant plus des attaques dont on la croit l'objet que beaucoup vont en fait satisfaire ailleurs leurs « malignes curiosités » et doutent, au fond, qu'il existe encore une culture partagée dans un monde éclaté en spécialités. Le récent débat autour de la suppression, en 2013, d'une épreuve de « culture générale » pour les 5000 bacheliers candidats à l'examen d'entrée de Sciences Po paris est une illustration saisissante de cette étonnante singularité française. Car il n'y avait pas d'épreuve de « culture générale » à cet examen mais une épreuve dite « d'ordre général » de réflexion morale ou politique. Restera à l'écrit une épreuve de langues, une épreuve d'histoire, et au choix un commentaire de



SOMMAIRE

La culture générale - seconde partie

Que peut être aujourd'hui une éducation « libérale » ?	1
La culture « générale » de qui ?	3
Entreprises et culture générale	4
Médecine et humanités	5
Un des derniers piliers de notre société humaine et humaniste	7



texte littéraire ou philosophique (21% des candidats, épreuve introduite il y a trois ans), ou un commentaire de documents économiques, ou un problème de mathématiques- toutes épreuves qui participent assurément de la « culture ». L'épreuve écrite d'ordre général se voit en outre remplacée d'une part par l'examen systématique du dossier scolaire depuis la seconde, d'autre part par un oral destiné à évaluer la capacité à mobiliser une culture personnelle au service d'une réflexion. L'essentiel dans ce débat n'est pas donc l'émotion devant la suppression d'une épreuve qui discriminait les candidats moins par leur fréquentation des textes littéraires ou philosophiques que par leur habileté à manier des références. Plus fondamentale est l'interrogation, légitime, sur ce que peut être aujourd'hui une éducation « libérale » pour des jeunes gens, ce qui devrait être l'objectif commun du lycée et du premier cycle universitaire. C'est dans cette perspective et autour de quelques principes consensuels dégagés par les professeurs qu'a été repensée la scolarité de premier cycle de Sciences Po depuis deux ans.

1 . Premier principe : développer la perception de la complexité des enjeux et l'ouverture d'esprit. L'histoire dès lors est la discipline maîtresse, non pas seulement l'histoire contemporaine du XIXe et du XIXe siècle dont l'étude est obligatoire pour tous mais l'histoire longue, et l'histoire comparée qui sont l'antidote nécessaire à la trépidation du monde contemporain et à l'illusion de la table rase. À cette ouverture contribue aussi l'internationalisation à la fois des parcours et des cohortes d'étudiants : tous les étudiants de Sciences Po apprennent plusieurs langues ; on ne pense pas le droit, ou la science politique de même façon en anglais, en français, en allemand et ce plurilinguisme favorise la construction d'une culture européenne. Tous les étudiants passent leur troisième année de « bachelor » (premier cycle) hors de France. Ils en reviennent mûris, avec un esprit critique aguerris. On ne saurait trop souhaiter qu'une chance semblable soit donnée à tous les étudiants européens par un renforcement du programme ERASMUS.

2. Deuxième principe : favoriser l'exercice du jugement par l'étude analytique des textes ou des documents. Rien de plus destructeur pour un jeune esprit qu'une « culture à l'estomac », faite de résumés et réduite à un ornement du discours. Seule la lecture attentive et lente permet véritablement de se confronter à la pensée d'autrui. On encourage donc la lecture des « classiques » de la littérature, de la sociologie, de la philosophie politique, et leur commentaire. Sans s'en contenter : la sensibilisation aux arts contemporains, leur pratique en atelier, développent la curiosité pour la création, et ce faisant encouragent la fréquentation d'une culture passée qui n'est pas seulement muséale. Les 1500 étudiants par promotion de Sciences Po pratiquent tous un art (écriture, théâtre, danse, musique, cinéma, photographie, graphisme, arts numériques...) sous la direction d'un maître qui leur apprend aussi à lire et à voir.

Empiler des savoirs ne fait pas une culture, et on croit à tort que la synthèse encyclopédique s'opère sans médiation dans la tête d'un élève

3. Troisième principe : veiller à la transversalité des disciplines. Empiler des savoirs ne fait pas une culture, et on croit à tort que la synthèse encyclopédique s'opère sans médiation dans la tête d'un élève. Une telle exigence de transversalité se heurte évidemment à la spécialisation contemporaine, qui conduit à former des experts plutôt que des hommes cultivés. Une place essentielle a été faite à Sciences Po à cette transversalité entre les différentes sciences sociales et les humanités, une même question pouvant être abordée par des chercheurs des

différentes sciences sociales ; reste qu'une culture ne peut reposer sur les seules sciences sociales : un homme cultivé aujourd'hui ne saurait écarter la réflexion sur

les enjeux des sciences et des techniques. Ici la difficulté est grande : la science contemporaine est elle-même éclatée en champs que leur complexité et leur technicité rendent peu accessibles à l'homme du commun. On peut néanmoins -et on doit- sensibiliser à la démarche scientifique, et aux enjeux éthiques et politiques, des neurosciences, des questions d'énergie, de la robotique, etc, faute de quoi la culture « générale » restera très éloignée de l'idéal encyclopédique des Lumières. Scientifiques et philosophes des sciences ont là un rôle majeur à jouer, en France peut-être tout particulièrement où les savants restent très largement ignorés, voire méprisés, du grand public.

Penser une éducation libérale est donc autrement ambitieux que se contenter d'un petit kamchatka de « culture générale » littéraire ou philosophique à l'écart du monde. Les universités françaises en sont conscientes, comme certaines écoles. Il faut renouer avec l'ambition des arts libéraux, et rappeler que la littérature, la philosophie, l'histoire ou les mathématiques ne sont pas seulement affaire de spécialistes mais sont des voies d'accès à l'intelligence du monde qui nous entoure. En France il y a urgence, tant l'enseignement peine chaque jour davantage à former les esprits. Au lycée la lecture s'effondre. On peut ensuite être licencié en sciences sans jamais étudier ni les Humanités ni les sciences sociales sans que nul s'en étonne -et licencié en lettres sans culture scientifique ni technique, et sans curiosité aucune pour la création contemporaine. Jules Ferry avait eu l'ambition d'enseigner à la fois les humanités littéraires (classiques et modernes) et les humanités scientifiques. Dans un monde où domine la culture de masse, et où se perd le sens du temps, une telle éducation est la meilleure hygiène pour les démocraties.



La culture « générale » de qui ?



Anne Morelli
Professeure à l'Université libre de Bruxelles

Il peut sembler sympathique d'imaginer un monde idéal où les jeunes seraient armés d'un bagage intellectuel commun à tous, désintéressé et immuable, dégagé de la pression publicitaire et médiatique et pouvant leur servir de référent pour évaluer durant leur vie ce qui est beau, juste, intéressant ou moral. Et l'école évaluerait, à la fin de leur parcours, ce que les jeunes ont réussi à assimiler de ce bagage à travers des examens, ouvertement déclarés ou non, de « culture générale ».

Les examens ont effectivement lieu sous diverses formes, dont la dissertation est sans doute l'une des plus subtiles, mais les disciplines artistiques ainsi que l'histoire ou la géographie peuvent également servir de baromètre à cette culture dite générale.

Mais la culture ne peut être « générale ». Elle ne l'est ni dans le temps (les connaissances indispensables à l'honnête homme du XVIII^e siècle ne sont pas les nôtres), ni dans l'espace (les repères culturels du Chinois, même à l'ère de la mondialisation, ne sont pas les nôtres) et surtout elle n'est pas commune aux diverses classes sociales. Lorsqu'on parle de culture *générale*, on parle en réalité de la culture de la classe dominante : de ses héros, de son histoire, de sa littérature, de ses expressions artistiques... Et on en parle évidemment avec les mots et la langue de cette classe.

Si pour les anthropologues la culture recouvre tout comportement acquis ou encore l'ensemble des traits distinctifs caractérisant une société, on peut sans être aussi radical réfléchir à ce que serait chez nous « la » culture.

On connaît l'aphorisme d'Édouard Herriot : « La culture, c'est ce qui manque quand on a tout appris. La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié ». Dans ce sens, la culture se transmet à la suite d'un long apprentissage social qui est bien plus que l'instruction. Ce n'est pas - ou très peu - l'école qui peut la transmettre mais bien le milieu familial et social.

À moins de croire innocemment à l'illusion d'une indifférenciation des classes sociales, la culture est donc une forme de distinction, de discrimination sociale séparant celui qui la détient des autres.

La culture a en outre une nuance de gratuité : les connaissances « utiles » (comment manier une tronçon-

neuse, buter les pommes de terre, remplacer une fermeture éclair, faire une mayonnaise...) ne participent pas à la culture générale qui est donc une éducation propre aux privilégiés.

Si les prolétaires ont une culture dans le sens anthropologique du mot (des savoir-faire, des croyances, des connaissances concrètes...), leur culture ne participe pas à la culture générale. Il n'y a donc pas de prolétaire « cultivé » et tous les langages qui organisent le monde et lui donnent son sens (le droit, la philosophie, les sciences...) sont inaccessibles à l'énorme majorité de ceux qui font partie des classes populaires. Ce que peut mesurer un examen basé sur la culture générale c'est l'appartenance de l'élève aux classes privilégiées et son assimilation plus ou moins complète des repères culturels des hommes blancs, européens, des strates sociales dominantes.

Certes, si l'enseignement désire que l'ascenseur social fonctionne, il se doit de transmettre ces codes à tous ses

élèves de quelque milieu qu'ils soient issus. Mais il ne peut être dupe : cette somme de connaissances, largement « inutiles » pourraient sans grands

dommages être remplacées par d'autres repères. Elles servent essentiellement au tri social, en parallèle avec une série de comportements et signes vestimentaires. On accorde un diplôme ou on embauche de préférence celui ou celle qui a un prénom chic, une allure conforme à celle des classes dirigeantes et qui parle sans trahir d'ascendance populaire. Parmi ces signes de reconnaissance des gens d'une même classe, la culture générale est essentielle.

Une récente étude de l'Institut National d'Études Démographiques (INED) sur les employés de la ville de Paris révèle sur base de statistiques ethniques que les personnes issues de l'immigration sont sous-représentées parmi ces employés mais surreprésentées parmi les agents de la plus basse catégorie et les contractuels. Ainsi 80 % des employés originaires d'Afrique et 90 % des employés originaires des départements français d'Outre-mer sont concentrés dans cette catégorie (cf. *Le Monde*, 1^{er} et 2 juillet 2012).

Loin de soupçonner un comportement raciste de la part des membres du jury ou de l'illettrisme chez les postulants d'origine immigrée, l'étude de l'INED relève l'ori-

gine populaire des postulants, même dûment diplômés. Ce sont les concours d'entrée et spécifiquement l'épreuve de culture générale qui a un effet sélectif discriminant. Il est des familles où on lit *Le Petit Prince* et où on écoute Mozart, d'autres où l'on regarde les matchs de catch et les feuilletons à la télévision. Les épreuves de culture générale porteront plus fréquemment sur l'œuvre d'Antoine de Saint-Exupéry que sur les héroïnes de *Plus belle la vie*, légitimant donc l'environnement familial « convenable » des uns et non des autres.

L'étude de l'INED pointait particulièrement la dissertation de l'épreuve d'admissibilité et la composition du jury comme discriminatoires. En effet les membres d'un jury

devraient refléter la diversité de ceux qui se présentent devant eux (sexe, origine, âge...) afin de ne pas considérer comme inadmissibles des ignorances qui ne sont en fait telles que pour leur milieu. Le « plafond de verre » ne limite donc pas seulement l'accès des *femmes* aux sphères dirigeantes, des mécanismes de tri social subtils mais très efficaces, s'emploient - malgré quelques exceptions - à réserver aux enfants des possédants les meilleurs places dans la société. La « culture générale », sous ses dehors honorables, fait partie de ces mécanismes.

La culture générale

Entreprises et culture générale



Philippe de Woot
Membre de l'Académie royale de Belgique

La culture générale est ce qui nous relie aux efforts des hommes pour devenir plus humains. C'est la conscience de l'émergence des civilisations et des humanismes vers plus de sagesse, plus de raison et plus de liberté.

D'une manière très générale, on peut approcher l'humanisme comme un ensemble de valeurs fondatrices qui permet à un groupe humain de « faire société » et de vivre ensemble en échappant à la barbarie.

Ces grandes créations ont jalonné l'histoire comme par exemple, parmi les plus visibles, les civilisations de la Mésopotamie, de l'Égypte, d'Israël, de l'Antiquité gréco-romaine, du Christianisme, de l'Islam, de l'Inde, de la Chine... L'Europe elle-même a connu plusieurs humanismes qui se sont enrichis mutuellement : l'antiquité, la sagesse judéo-chrétienne, la Renaissance, les Lumières ... et, aujourd'hui, la recherche progressive d'une communauté politique transnationale...

Des deux cultures majeures que distinguait P.C. Snow¹, science et humanisme (arts and humanities), la culture générale relève principalement de la seconde que les grands éducateurs d'antan appelaient « les humanités ». C'est de cette culture que se coupe de plus en plus l'entreprise. Les conséquences n'en sont pas négligeables.

Notre système économique, malgré son dynamisme et sa créativité, est en train de déraiper : destruction de la planète, inégalités croissantes, domination financière, crises, idéologie du « tout au marché », consumérisme à tout va, économie-casino, *banksters* ...

¹ Snow, P.C., *The two cultures*, Cambridge University Press, 1959.

Une part de l'explication se trouve dans l'absence de « culture générale » des acteurs économiques. Sous la pression d'un système concurrentiel globalisé, ils s'enferment de plus en plus dans une pensée unique, une logique de moyens et non de fins : comment organiser les ressources rares pour le plus grand résultat financier ? Disposant d'un pouvoir considérable sur les ressources (science, technologie, compétences, finance, réseaux...), ils l'exercent trop souvent sans référence explicite au Bien commun ni aux valeurs morales.

Considérant que la croissance économique sert *automatiquement* le Bien commun, ils se soucient peu des effets non-voulus (externalités !) de leurs décisions ni du Bien commun global à faire advenir. Le système économique qu'ils animent avec tant de dynamisme est dès lors vidé de ses dimensions éthiques et politiques.

S'ajoute à cela une croyance excessive dans la capacité des sciences et des technologies à construire un avenir toujours meilleur ainsi qu'à réparer les dégâts d'une croissance non-finalisée, même si ceux-ci paraissent de plus en plus lourds. Or nous savons que la science, par son admirable rigueur, a ses limites méthodologiques (épistémologiques). Elle n'est qu'un des modes de connaissances dont disposent les hommes. Elle ne nous livre que la part du réel qu'elle peut découvrir par ses méthodes d'observation et d'expérimentation. Elle ne dit rien sur le sens ou les finalités, sur la liberté ou la conscience, sur la politique, l'art ou la civilisation, rien de sérieux sur la souffrance morale, le bien et le mal, la destinée. Ces questions essentielles échappent à son domaine. Elles sont pourtant au cœur de nos choix politiques et de l'avenir de nos civilisations.



C'est là qu'intervient l'autre culture. Si l'on veut que l'action économique ne s'exerce pas dans un vide éthique et politique grandissant, il est temps de rendre à l'humanisme et à la culture générale une influence au moins égale à celle de la culture scientifique.

Philosophes, théologiens, poètes, romanciers et aussi historiens, juristes... peuvent dire ce que les sciences exactes ne disent pas. Ils nous donnent cette connaissance existentielle qui, seule, peut nous aider à donner un sens à notre action et à notre vie. C'est particulièrement vrai pour ce que François Ost appelle les grands récits fondateurs et leur *capacité à prendre en charge la part de « non-dit », voir d'indicible que les procédures rationnelles de la communication démocratique ne parviennent pas à assumer...*²

Dans cette perspective, la culture générale peut être considérée comme une quête, une volonté de développement personnel et l'humanisme comme une démarche d'invention et de création d'une société meilleure. C'est un engagement individuel et collectif, un processus dynamique, une volonté de faire émerger plus d'humanité.

Les dieux n'ont pas révélé toutes choses aux hommes

² Ost, F., *Le récit. Droit et littérature: des liaisons dangereuses ?* Leçon inaugurale des « mardis de la philosophie », 2012.

depuis le commencement mais, en cherchant, ceux-ci trouvent avec le temps ce qui est le meilleur (Platon).

Cette quête ne part pas de rien. Elle s'appuie sur toutes les sagesses qui nous ont précédés. N'est-ce pas là le sens profond de la culture générale ? Dans le transept sud de la cathédrale de Chartres, des vitraux magnifiques montrent les apôtres hissés sur les épaules des prophètes. Le symbole est clair.

Il s'agit d'une démarche de liberté vers des choix de société et des comportements qui nous évitent les dérives barbares ou le sort des galets roulés par la vague. Pour l'acteur économique, il s'agit de revenir à l'éthique et au politique en s'engageant explicitement sur le sens et la finalité du progrès, sur la nature de sa contribution au Bien commun et sur l'humanisation des rapports de travail et d'échange.

La pratique d'une nouvelle Sagesse est devenue nécessaire si l'on veut créer un humanisme où le pouvoir de service l'emporte sur le pouvoir de domination, l'accueil sur l'exclusion, le développement durable sur l'économie casino, l'esprit et la vie sur la seule poursuite du progrès matériel.



Ce n'est pas en marge du débat récent sur la culture générale que doit se poser la question suivante : la médecine en fait-elle pleinement partie ? Car cette question pose aussi celle de l'enseignement général de connaissances médicales dans le but de dessiner les grandes lignes d'un savoir partagé. Et elle se prolonge au-delà de l'enseignement organisé, puisque si notre idéal d'une culture générale rejoint toujours l'*humanitas* de Cicéron, nous devons continuer à la développer tout au long de la vie.

Historiquement, avec une grande continuité, la médecine dans ses différents aspects, sa méthode, son discours et la vision du monde qu'elle véhicule ont indéniablement été centraux dans la vie publique et intellectuelle. La question n'attente donc en rien, c'est bien entendu, à la médecine en tant que science et pratique professionnalisées de l'art de guérir, dans la même mesure où l'on convient que la culture générale participe de nombreux domaines des arts aux sports, de la musique populaire à la politique et à la cuisine.

Mais la culture générale, nous dit-on, est en crise. Elle



Bernard Dan
Professeur ordinaire à l'Université libre de Bruxelles
Facultés de médecine, de psychologie et des sciences de l'éducation et des sciences de la motricité.

essuie le mépris des idéologues du rationalisme instrumental, qui la tiennent pour stérile ou inutile, et subit les attaques de ceux du relativisme culturel, qui contestent sa vision humaniste et universelle, comme celles de qui n'y voient qu'un outil de darwinisme social. Et ces critiques n'épargnent pas le domaine médical, où elles se doublent d'une terrible ambivalence entre émerveillement et défiance engendrée par les avatars du discours médical de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Dans l'émerveillement, on instrumentalise un discours médicalisant pour l'agiter frénétiquement comme la promesse de victoires définitives sur la laideur, la fatigue, la maladie ou la mort. Dans le même temps, par défiance, on oppose volontiers entre elles diverses versions de tels discours en faisant l'économie de la rigueur comme s'il s'agissait là d'opinions partisans. Cette tension remet en question le réconfort protecteur que l'on voudrait attendre du discours médical à un moment où l'image du présent et de l'avenir oscille entre clonage et tribalisme.

En dépit de ces ambivalences, le discours médical a retrouvé l'omniprésence qu'il avait conquise jadis avec



le positivisme. Les références qui avaient quitté les emballages des produits de consommation courante pendant cinquante ans y ont retrouvé une place destinée à convaincre. Yaourts et céréales alimentaires sont présentés comme des médicaments affublés d'un néologisme : les alicaments. Les jouets les plus anodins sont devenus des outils pédagogiques livrés avec le manuel *ad hoc*. Mais ce qui fait cruellement défaut, c'est la possibilité effective pour l'honnête homme de penser, de choisir et d'agir par-delà ce théâtre d'illusion. On a beau écrire en grands caractères colorés le nombre de minéraux et de vitamines ajoutés, insister sur le fer ou la thiamine, le consommateur est-il réellement averti ?

Évidemment, il en va des connaissances médicales comme des autres variantes de la vulgarisation. Pour proposer une image de la santé, on s'appuie tantôt sur un jargon opaque au plus grand nombre, se contentant de la puissance évocatrice du signifiant, tantôt sur un message tellement superficiel qu'il en est erroné. À l'ère de l'exposition de toute chose à la communication, le discours médical se voit engagé dans un rayonnement ubiquitaire qui tend à le vider de sa rigueur essentielle, incompatible avec la nécessité de formules expéditives. De plus, on lui emprunte sans vergogne sa « tonalité » pour consolider la référence aux croyances les plus diverses. Se diffusent alors dans la même livrée, les soi-disant médecines parallèles, que d'aucuns préfèrent appeler perpendiculaires, puisque « plus elles avancent, plus elles s'éloignent ». La triade révolutionnaire Liberté-Égalité-Fraternité, héritage précoce des Lumières, est aujourd'hui relue comme le slogan implicite des technologies de la communication. La liberté est perçue comme le libre accès à la communication (pas forcément à l'information). En tapotant librement quelques mots sur le clavier de son ordinateur, quiconque invite sur son écran une foule de ressources ou peut à son tour publier données, opinions ou hypothèses qui s'ajoutent à un recueil universel non hiérarchisé. Certaines formalisations de ce recueil ont pris la forme d'un corpus de connaissances au succès sans précédent : elles constituent peut-être l'héritage ultime, mais ô combien problématique, des encyclopédistes. De cette notion de liberté découle celle de l'égalité perçue face à la connaissance : la liberté d'accès rendrait caduc le besoin d'un médiateur. Par exemple, comme cela a été proposé, les patients devenus les égaux des médecins pourraient poser eux-mêmes leur diagnostic et choisir leur traitement en utilisant l'Internet. L'égalité concernerait aussi celle des discours, quelle que soit la démarche (et notamment la rigueur) sur laquelle ils s'appuient. Enfin, la liberté d'accès et l'égalité entre les utilisateurs de l'Internet confère à ces derniers les liens d'une fraternité dans une universalité abstraite qui se joue des frontières et autres limites catégorielles.

Malgré les dérives effectives d'un tel emballement, ce mouvement a assurément permis l'avènement de la notion du « patient expert » et tracé la trame d'un nouveau partenariat mieux appuyé sur la reconnaissance mutuelle, le partage et la responsabilité entre le médecin et le malade, et partant entre la médecine et la société.

La question fondamentale qui doit être posée ici est celle des moyens que se donne la société, par ses choix et les finalités auxquelles elle aspire, pour s'approprier aussi bien la science médicale que ses usages et applications. Plus une société se dote de moyens pour s'approprier collectivement la connaissance et la critique, la réflexion et l'engagement éthique qui rayonnent dans la puissance scientifique, plus la médecine et ses applications lui paraissent comme son produit propre et son prolongement et surtout lui bénéficient.

L'engouement confirmé de la jeunesse et, de fait, d'un large public pour des représentations qui mettent en scène l'aventure médicale, certes de manière spectaculairement tronquée, comme *Urgences*, *Grey's Anatomy* et plus récemment le sherlock-holmesque *Dr House*, semble au moins indiquer un intérêt général pour le champ de la médecine. Mais cet espace contraint dans ses propres règles ne suffit évidemment pas à prodiguer les bases des connaissances sur le fonctionnement du corps, sur la santé et la prévention. La santé est l'affaire de chacun. Pour l'Organisation Mondiale de la Santé, elle est essentiellement affaire de bien-être y compris sur le plan social. Il y a bien matière à l'enseigner dans une « école pour tous », non seulement pour contribuer à améliorer la santé mais aussi afin de préparer chacun à prendre une part, au moins de jugement critique, face aux nombreux progrès fondamentaux et conceptuels en cours et à venir.

À l'inverse, il est devenu indispensable de réaffirmer les outils des médecins eux-mêmes pour favoriser leur dialogue avec les humanités. Face à la remarquable montée en puissance de l'impératif technologique,

Le terrain fertile des *medical humanities* ne cesse de s'accroître

l'impératif moral qui a toujours guidé la pratique et la recherche médicales semble quelquefois vaciller. Mais le terrain fertile de ce que les anglo-saxons ont conceptualisé comme les *medical humanities* ne cesse de s'accroître. Dans ce champ interdisciplinaire qui se situe à la croisée de la médecine, des humanités, des sciences sociales, des arts et de leur application dans l'enseignement et la pratique de la médecine, se côtoient étudiants, patients et professionnels. Depuis la dernière rentrée académique, plusieurs universités françaises proposent ensemble un cursus centré sur la médecine et les humanités, visant à initier les étudiants aux sciences humaines et sociales, telles que l'anthropologie, la sociologie, l'histoire, la littérature et la philosophie, dans le but d'enrichir la réflexion des futurs médecins, pour mieux affronter leur vie professionnelle. Dès la prochaine rentrée académique, elles proposent en outre un approfondissement de certaines disciplines de sciences humaines et sociales dans une perspective plus proche d'un double cursus. À l'endroit même où a éclaté la très médiatisée polémique sur la culture générale, au moment même où l'épreuve de culture générale est supprimée de l'examen d'entrée en Sciences po ou à l'École normale supérieure de Lyon, le monde académique jette désormais des ponts solides entre médecine et humanités.

Un des derniers piliers de notre société humaine et humaniste

© Académie royale de médecine
de Belgique



Janos Frühling
Secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie royale de
Médecine de Belgique

Avant de traiter le sujet annoncé, voici - à titre personnel - une définition proposée de la culture générale : celle-ci est constituée par l'ensemble des connaissances concernant dans un sens large la philosophie, les sciences exactes, les arts, la littérature, l'histoire, l'économie, le droit, les sciences politiques et sociologiques, développées par des personnalités exceptionnelles, les « grands » de l'Humanité qui ont permis à l'Homme, pendant les six mille dernières années écoulées, partant de l'existence purement métabolique primitive d'arriver à un stade lui permettant de mériter le titre d'*homo sapiens*.

Le rôle de transmission des connaissances est étroitement lié au développement de la connaissance collective de l'humanité, où on ne peut assez insister sur le rôle de l'enseignement, parcourant également un long chemin impressionnant à partir des discussions collectives sur l'agora jusqu'à l'éclosion récente du net numérique omniprésent. La culture générale ne constitue pas un privilège de qui que ce soit : à divers degrés et à usage individuel, elle correspond à un patrimoine commun.

Remarquons ici que ce problème, sous l'intitulé « L'ingénieur et la culture », a déjà été traité par un de nos collègues, le Professeur Michel Giot dans les colonnes de la Libre Belgique en novembre 1993.

Ce problème de la notion de culture générale réapparut relativement récemment dans des termes concrets par une action, un peu brusque, de feu le directeur de la faculté des sciences politiques de la Sorbonne. Selon l'avis de l'auteur de ces quelques lignes, il s'agissait vraisemblablement d'une action personnelle d'un individu à l'ego surdéveloppé voulant « épater le bourgeois » et secouer le microcosme intellectuel français.

Cependant cette affaire a le mérite incontestable d'avoir soulevé la question de la valeur absolue de la culture générale dans notre société actuelle en changement structurel socio-économique exponentiel depuis 20-25 ans environ mais dont les racines remontent, si on analyse l'étiologie des phénomènes rencontrés aujourd'hui, jusqu'à la contestation pseudo-révolutionnaire de 1968 et à la première crise pétrolière de 1973. Par ailleurs, l'éditorial du numéro précédent de « La Lettre » et les trois articles qui y furent publiés à ce sujet ont déjà traité l'essentiel de cette problématique. La présente contribution mentionne quelques aspects complémentaires, notamment la corrélation entre les sciences (la médecine en particulier) et la culture générale. D'autre part, nous consacrerons quelques lignes au rôle social et sociétal de cette culture générale dans le contexte particulier des

pays de l'Europe centrale, héritiers des traditions de la monarchie autrichienne.

En ce qui concerne les sciences biomédicales et la profession de médecin en particulier, malgré le développement technique formidable des dernières décennies (biochimie, biologie moléculaire, génétique, imagerie médicale...), la clé de la bonne pratique sur le terrain, que ce soit chez le médecin de famille ou à la clinique universitaire, reste le colloque singulier entre le médecin et son patient. Dans le cadre de ce contact humain, le médecin doit évaluer l'état de santé corporel, mental, psychologique et social de son patient, afin d'assurer son bien-être à géométrie variable. Pour réaliser ceci, il doit entrer dans un dialogue complexe avec son malade où il aura besoin, selon des critères variables d'un patient à l'autre, des connaissances humaines, culturelles et scientifiques qui vont largement au-delà d'un

examen clinique furtif et la prescription de quelques examens paracliniques. Il faut situer chaque individu selon ses origines dans son contexte psychologique, familial, religieux, national ou autre. Sans citer trop de cas concrets, par exemple, comment évaluer l'état de santé d'un immigré turc de la première génération à Bruxelles sans connaissance de l'histoire de sa famille et de son implantation géographique dans son pays d'origine ? Sur une plus grande échelle, rien que pour assumer dans nos pays d'Europe occidentale les conséquences de la libre circulation dans les vingt-sept pays de l'UE, pour traiter le problème des immigrés (clandestins y compris), il faut les situer selon les paramètres historiques, religieux et autres, qu'un simple fonctionnaire « standard » ne peut assumer qu'avec un bagage, bien que limité, de ce que nous appelons précisément la culture générale.

Quant à la spécificité de la place que la notion de culture générale occupait dans la vie scientifique, spirituelle, familiale et sociétale dans l'entité Mitteleuropa, je renvoie aux nombreux ouvrages de Claude Magris (né à Trieste), issu du creuset des différentes cultures, parfait polyglotte et chantre infatigable de la contribution spécifique, dans l'évolution culturelle générale, des pays de l'ancienne monarchie. Une autre référence incontournable est constituée par l'œuvre de Karl Popper, Viennois de naissance, peut-être le plus grand philosophe spécifique des sciences du vingtième siècle, dont l'œuvre entière confirme la fusion entre les sciences exactes et différents composants des sciences dites « inexactes », comme la philosophie ou la littérature et les arts en général. Par ailleurs l'imposition de la valeur de la culture générale dans ces pays était ancrée pratiquement depuis le Siècle des Lumières dans le système de l'enseignement secondaire, appliquée aussi bien dans les athénées et les lycées



de l'Etat que dans ceux des différentes Eglises, selon un schéma commun, la formation des jeunes avant l'université étant basée sur une culture humaniste, d'inspiration gréco-latine et d'une discipline rigoureuse, structurée, mais nécessaire, plutôt d'inspiration prussienne. Baignant dans cet esprit de culture globale, les industriels comme les médecins, les écrivains comme les ingénieurs, les physiciens comme les artistes peintres avaient un plus petit dénominateur commun qui les a rapprochés et qu'on a sciemment cultivé dans l'atmosphère conviviale des cafés de Prague, de Vienne, de Budapest ou de Zagreb, où les traditions furent transmises aux futures générations pour perpétuer cet esprit. N'en déplaise à certains, tous les premiers leaders internationaux du mouvement ouvrier social-démocrate, issus du premier cercle de Marx et Engels, jusqu'à l'arrivée de la troisième internationale staliniste, étaient les représentants éminents de cette culture générale à laquelle ils font référence dans tous leurs ouvrages fondamentaux. Cette tendance culturelle générale, encore maintenue pendant le République de Weimar, n'a été attaquée et blessée mortellement que par Hitler et a pu survivre, même pendant le régime socialiste, dans les différentes démocraties populaires de l'Europe centrale. Paradoxalement, le détricotage de cette tradition n'a commencé qu'après la chute du mur de Berlin, lorsque le capitalisme sauvage déshumanisé a commencé à tout profiler selon les critères de rentabilité financière immédiate.

Encore une dernière remarque concernant le mythe selon lequel les jeunes issus de milieux défavorisés resteront exclus de la culture générale : il s'agit d'une idéologie stérile, purement théorique et tendancieuse, car une fois les universités ouvertes à tout le monde avec un enseignement de haut niveau et un encadrement correct et responsable, chaque jeune, indépendamment de ses origines familiales, ethniques ou autres, est capable d'acquérir les notions fondamentales de ce que nous appelons la culture générale. Leur assimilation est fonction du niveau de l'enseignement secondaire et supérieur qui est par ailleurs fort négligé dans notre monde économique et politique actuel.

Pour conclure, une anecdote. En Hongrie, entre 1949 et 1956, le régime communiste a tout fait pour créer une nouvelle intelligentsia « politiquement correcte » où on a ouvert toutes les portes d'accès à la culture générale de façon privilégiée aux fils des ouvriers et des paysans. Verdict de l'Histoire, c'est cette nouvelle intelligentsia contaminée par les éléments culturels traditionnels du pays qui a renversé en octobre 1956 pendant onze jours le régime socialiste d'importation soviétique.

En conclusion, la culture générale est un patrimoine collectif et individuel ouvert, dont l'acquisition est bien entendu déterminée par l'éducation et l'enseignement dont bénéficie chaque individu, sans que ce soit l'attribut exclusif d'une couche de la société bien déterminée. Les exclusions sont beaucoup plus conditionnées par les relations ethniques, religio-culturelles, souvent exclusives, et par l'absence de l'alphabétisation. Il faut attendre l'éclosion de la future génération d'universitaires pour voir dans quelle mesure la numérisation foudroyante des connaissances accessibles par de plus en plus d'appareils sophistiqués à prix abordable, va influencer, non pas la culture générale, mais l'accès à celle-ci. Mais n'oublions jamais que chaque programme d'un logiciel quelconque est aussi précis, correct et intéressant que les connaissances de celles et ceux qui l'ont conçu.



LA LETTRE DES ACADÉMIES

Palais des Académies 1, rue Ducale, 1000 Bruxelles

Téléphone +32 (0)2 550 22 41

Fax +32 (0)2 550 22 41

Courriel : lettre.academies@cfwb.be

Troisième trimestre 2012

Dépôt : 5000 Namur 1

N° d'agrément P501352 | autorisation de fermeture BC10708

Directeur de la publication

Jacques De Decker

alf@cfwb.be

Rédacteur en chef

Olivier Damme

olivier.damme@cfwb.be

Comité de rédaction

Arsène Burny, Olivier Damme, François de Callataÿ, Jacques De Decker, Augustin Ferrand, Janos Frühling, Laurent Hansen, Hervé Hasquin, Guy Jucquois, baron Roberts-Jones, Marie-José Simoen, Jean-Jacques Van de Berg.

Impression

InterCommunications sprl & E.M.E.

Tirage

3100 exemplaires

Éditeur responsable

Guy Jucquois

Rue de Hanret, 40

5380 Cortil-Wodon

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Les textes peuvent être reproduits avec la mention

« La Lettre des Académies ».

L'abonnement est gratuit et peut être demandé auprès du

redacteur en chef.

Dépôt légal : 2011/9202/274

ISBN : 978-2-8066-0275-6

ISSN : 1782-5008

© Académie royale de Belgique, B-1000 Bruxelles, 2012.

► Cette lettre est produite par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique (ARB), l'Académie royale de Médecine de Belgique (ARMB), l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises de Belgique (ARLLFB), The Royal Academies for Science and the Arts of Belgium (RASAB), l'Union Académique Internationale (UAI).

